

PRODWARE

Société Anonyme au capital de 4 975 263,15 euros

45 quai de seine

75019 Paris

RCS Paris B 352 335 962

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

EXCELIA AUDIT

Société de commissariat aux comptes
84, rue de Crimée
75019 Paris

SOUSSAN & SOUSSAN

Société de commissariat aux comptes
30, rue de la Faisanderie
75116 Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Prodware S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Prodware SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Evaluation des titres de participation

Note 2.3 « Titres de participation et autres titres », Note 6 « Immobilisations financières »

Point clé de l'audit	Réponse apportée
Au 31 décembre 2022, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 50,9 millions d'euros, soit 20 % du total de l'actif. Ils sont comptabilisés au coût d'acquisition. Comme indiqué dans la note 2 « Règles et méthodes comptables » au paragraphe 2.3 « Titres de participations et autres titres » de l'annexe aux comptes annuels, une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'utilité est appréciée en fonction d'évaluations basées sur l'évolution attendue des résultats et de l'intérêt économique et stratégique de la participation pour le groupe. Nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de l'audit, compte tenu du poids des titres de participation au bilan, de l'importance des jugements de la direction notamment dans la détermination des hypothèses de flux de trésorerie.	Nos procédures d'audit ont notamment consisté à : - apprécier les méthodes d'évaluation utilisées par la direction ; - pour les évaluations reposant sur les quotes-parts de situation nette, vérifier la concordance des quotes-parts retenues par la société Prodware SA avec les états financiers des différentes entités et examiner les éventuels ajustements opérés, ainsi que la documentation sous-tendant ces ajustements ; - pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels : collecte des prévisions de trésorerie des entités, analyse de la cohérence des hypothèses retenues au regard de l'historique de performance des entités ; - vérifier la correcte détermination de la valeur d'utilité sur la base des méthodes retenues par la direction et de la dépréciation éventuelle.

Evaluation des actifs incorporels

Note 2.1 « Immobilisations incorporelles », Note 4 « Immobilisations incorporelles »

Point clé de l'audit	Réponse apportée
Au 31 décembre 2022, les actifs incorporels sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 42,3 millions d'euros, soit 13 % du total de l'actif. Ils sont comptabilisés au coût de production ou d'acquisition le cas échéant. Nous avons considéré la revue des immobilisations incorporelles comme un point clé de l'audit, compte tenu (i) du poids qu'ils représentent dans le total bilan et (ii) du volume d'opérations de croissance externe depuis la création de la société.	Nos travaux ont notamment consisté à : - Analyser, par entretiens avec la direction, les évolutions stratégiques attendues concernant les actifs incorporels détenus par la société ; - Examiner les modalités de mise en œuvre du test de dépréciation sur les fonds de commerce ; - Apprécier le caractère approprié de l'information donnée dans la note 4 de l'annexe aux comptes sociaux.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'il estiment suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 25 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

Excelia Audit

Représenté par Karène Zagoury



Soussan & Soussan

Représenté par David Soussan



BILAN ACTIF

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2022	Net (N-1) 31/12/2021
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	123 733 723	110 504 709	13 229 014	21 466 402
Fonds commercial	26 321 773	345 681	25 976 092	25 976 092
Autres immobilisations incorporelles	3 112 000		3 112 000	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	153 167 496	110 850 390	42 317 106	47 442 494
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	10 771 615	10 771 615		
Autres immobilisations corporelles	4 188 938	2 947 397	1 241 541	1 189 124
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	14 960 553	13 719 013	1 241 541	1 189 124
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	57 635 391	6 741 995	50 893 396	49 773 913
Créances rattachées à des participations	187 691 074	31 810 300	155 880 774	155 758 390
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 723 308		1 723 308	1 619 106
Autres immobilisations financières	334 445		334 445	344 695
TOTAL immobilisations financières :	247 384 217	38 552 295	208 831 922	207 496 104
ACTIF IMMOBILISÉ	415 512 267	163 121 698	252 390 569	256 127 723

STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	21 614 701	1 017 631	20 597 070	13 315 797
Autres créances	17 995 270		17 995 270	13 055 589
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances d'exploitation :	39 609 970	1 017 631	38 592 339	26 371 386
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 773 321	334 512	2 438 809	5 491 793
Disponibilités	14 558 284		14 558 284	4 999 722
Charges constatées d'avance	465 931		465 931	716 218
TOTAL disponibilités et divers :	17 797 536	334 512	17 463 024	11 207 733
ACTIF CIRCULANT	57 407 507	1 352 143	56 055 363	37 579 119
Frais d'émission d'emprunts à étaler	4 030 797		4 030 797	4 750 997
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	476 950 570	164 473 841	312 476 729	298 457 839

BILAN PASSIF

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2022	Net (N-1) 31/12/2021
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	4 975 263	5 036 227
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	48 105 903	48 105 903
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	533 036	533 036
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	38 763 198	115 062 215
Résultat de l'exercice	7 227 774	(75780 039)
TOTAL situation nette :	99 605 175	92 957 342
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	99 605 175	92 957 342
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	2 614 005	561 201
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 614 005	561 201
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	140 000 000	140 000 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	36 295 809	37 194 733
Emprunts et dettes financières divers	518 099	987 618
TOTAL dettes financières :	176 813 908	178 182 351
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	630 521	645 248
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 959 033	13 139 569
Dettes fiscales et sociales	15 249 834	10 263 556
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	40 593	603 930
TOTAL dettes diverses :	30 248 940	24 007 055
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	2 564 180	2 104 641
DETTES	210 257 549	204 939 295
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	312 476 729	298 457 839

COMPTE DE RÉSULTAT (PREMIÈRE PARTIE)

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2022	Net (N-1) 31/12/2021
Ventes de marchandises	50 839 622		50 839 622	47 054 713
Production vendue de biens	31 334 924	27 874 907	59 209 831	48 921 962
Chiffres d'affaires nets	82 174 546	27 874 907	110 049 453	95 976 675
Production stockée				
Production immobilisée			3 112 000	
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			414 174	969 969
Autres produits			734 260	316 624
PRODUITS D'EXPLOITATION			114 309 886	97 263 268
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			28 050 726	34 557 590
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				(817 316)
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			24 673 131	16 402 033
TOTAL charges externes :			52 723 857	50 142 307
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			1 278 421	988 118
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			23 499 640	21 740 587
Charges sociales			12 489 907	10 279 039
TOTAL charges de personnel :			35 989 546	32 019 626
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			9 284 745	14 925 462
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			197 165	267 229
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			9 481 910	15 192 691
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			181 439	192 575
CHARGES D'EXPLOITATION			99 655 174	98 535 317
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			14 654 713	(1 272 049)

COMPTE DE RÉSULTAT (DEUXIÈME PARTIE)

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2022	Net (N-1) 31/12/2021
	14 654 713	(1 272 049)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	3 922 027	1 868 567
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		20 962
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges	667 271	734 000
Différences positives de change	41 199	5 819
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	4 630 498	2 629 348
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	4 184 399	32 265 071
Intérêts et charges assimilées	9 668 803	6 892 800
Différences négatives de change	33 047	29 089
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		20 254
	13 886 249	39 207 215
RÉSULTAT FINANCIER	(9 255 751)	(36 577 866)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS		
	5 398 961	(37 849 915)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	115 923	417 688
Produits exceptionnels sur opérations en capital	696 660	10 777 961
Reprises sur provisions et transferts de charges	220 500	210 332
	1 033 083	11 405 981
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	590 654	1 192 700
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	792 257	10 864 271
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 273 304	41 794 153
	3 656 215	53 851 125
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(2 623 132)	(42 445 143)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(4 451 945)	(4 515 019)
TOTAL DES PRODUITS	119 973 467	111 298 598
TOTAL DES CHARGES	112 745 693	187 078 637
BÉNÉFICE OU PERTE	7 227 774	(75 780 039)